

Annonces légales publiées sur www.picardiegazette.fr le 04/07/2024

OUVERTURE D'UNE PROCÉDURE DE REDRESSEMENT JUDICIAIRE (Jugement du 24/06/2024)

Société Coopérative Ouvrière De Production à Forme Anonyme SCOP INSTEP, 70 Rue de Bouvines, 59800 Lille, RCS LILLE METROPOLE 404 874 273. formation continue d'adultes. Par jugement du tribunal de commerce de Lille Métropole en date du 24/06/2024. Le Tribunal de Commerce de LILLE-MÉTROPOLE a prononcé en date du 24/06/2024 l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire sous le numéro 2024/617 date de cessation des paiements le 05/06/2024, administrateur : SELAS BMA ADMINISTRATEURS JUDICIAIRES prise en la personne de Maître MIQUEL Laurent 119 rue Jacquemars Gielée 59000 Lille, avec pour mission : d'assister, mandataire judiciaire : SCP ALPHA MANDATAIRES JUDICIAIRES prise en la personne de Maître Emmanuel MALFAISAN 34 rue du Triez 59290 Wasquehal, et a ouvert une période d'observation expirant le 24/12/2024, les déclarations des créances sont à déposer au mandataire judiciaire dans les deux mois à compter de la date de publication au bodacc.

<https://www.picardiegazette.fr/annonce-legale/20240704130339-884206-000091259772> - 04/07/2024 - 10202571325921

CLÔTURE POUR INSUFFISANCE D'ACTIF (Jugement du 26/06/2024)

SARL ALEO, Rue Paul Wenz, 51100 Reims, RCS REIMS 852 390 103. vente à domicile. Par jugement du tribunal de commerce de Reims en date du 26/06/2024. Jugement du tribunal de commerce de Reims en date du 19 Juin 2024 prononçant la clôture de la procédure de liquidation judiciaire pour insuffisance d'actif.

<https://www.picardiegazette.fr/annonce-legale/20240704130339-463659-000091259773> - 04/07/2024 - 10202571325013

DÉPÔT DU PROJET DE RÉPARTITION (Dépôt du 21/06/2024)

Société Par Actions Simplifiée à Associé Unique GUICHARD PATRICK (VOIR PC2024J26), 10 Grande Rue, 02820 Courtrizy-et-Fussigny, RCS SAINT QUENTIN 818 355 927. travaux de menuiserie bois et Pvc. Par jugement du tribunal de commerce de Saint Quentin en date du 21/06/2024. Le projet de répartition prévu par l'article L 644-4 du code de commerce est déposé au greffe. Tout intéressé peut contester ledit projet devant le juge-commissaire dans un délai d'un mois à compter de la publication au BODACC.

<https://www.picardiegazette.fr/annonce-legale/20240704130338-491187-000091259771> - 04/07/2024 - 10202571187272